

**Consultation ARCEP :**

**Dégroupage, perspectives d'évolution**

**Soumission de la société Altitude  
Infrastructure**



Date limite de remise : 15 Mai 2013

Destinataire : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Contact téléphonique : 02.76.46.30.00

**Document publiable, pouvant être diffusé par l'ARCEP**

Dégroupage : Perspectives d'évolution

## **Avant Propos**

Soucieuse de participer aux débats publics liés à la régulation des télécommunications et fortement concernée par les évolutions affectant les marchés du haut et du très haut débit, la société Altitude Infrastructure vous transmet ses éléments de réflexions.

Nous sommes convaincus que l'Autorité en fera bonne analyse et tenons à l'en remercier.

## **Approche générale**

Dans le cadre de sa réflexion sur la nécessité d'affiner les mécanismes de régulation liés au dégroupage, l'ARCEP fait ici un état des lieux complet des différents facteurs qui ont impacté le niveau de dégroupage en France ainsi qu'un bilan à date du marché. Ce bilan est de tout évidence positif, il démontre parfaitement l'efficacité conjointe des mécanismes de régulation progressivement mis en œuvre et des actions menées en faveur du dégroupage dans le cadre des réseaux d'initiative publique.

Après lecture détaillée, Altitude Infrastructure tient à faire part de son accord avec les constats réalisés et avec l'orientation générale de ce document. Cependant, et afin d'anticiper la future phase de décision et d'apporter un éclairage différent sur la situation en dehors des zones très denses notamment, nous souhaitons formuler quelques remarques.

## **Remarques**

### **- Impacts du dégroupage du cuivre sur la bascule technologique**

Comme affirmé récemment au sein du Programme National Très Haut Débit, **l'émergence du Très Haut Débit sur le territoire national est une priorité.**

Par ailleurs, en tant qu'opérateur, notre objectif constant est d'apporter plus de services et de concurrence sur l'ensemble du territoire afin de lutter constamment contre les fractures numériques, ce qui pourrait sembler aller dans le sens d'une volonté d'accroître le dégroupage.

Dans le cadre du présent dossier, ces deux objectifs, bien que poursuivant tous les deux une logique d'aménagement numérique et d'amélioration de la qualité de service, peuvent être perçus comme contradictoires.

En effet, comme le montrent les premiers retours d'expériences sur nos propres plaques FTTH ou le témoignage par exemple de la Gironde lors de la réunion de préparation organisée par l'ARCEP le 26 avril, plus le niveau de service apporté aux clients finaux est important, plus la bascule technologique vers les solutions optiques sera lente et met en péril l'équilibre des projets FTTH. Or si les élus, qui vont devoir investir massivement dans le déploiement de la fibre, sentent le moindre doute quant à la réussite de leur projet, beaucoup prendront la décision d'attendre.

**Ainsi, il faut bien veiller à ce qu'une volonté de pousser encore le dégroupage n'ait pas d'effets contraires à ceux escomptés en ralentissant l'émergence du Très Haut Débit.**

De plus, cette remarque va dans le sens d'un besoin de stabilité réglementaire réclamée par tous les acteurs.

**- Evolution des services TV**

L'ARCEP positionne au cœur de sa réflexion les services de type TV, les présentant comme principal argument pour envisager la perspective d'évolution des mécanismes de dégroupage. Il faut avant toute chose rappeler qu'à l'heure actuelle, il existe sur le territoire plus de lignes dégroupées n'ayant pas accès aux services TV, faute de débit suffisant, que de lignes non dégroupées.

Cependant, notamment du fait de la TNT, nous constatons que les usages télévisuels liés à l'utilisation des réseaux de communications électroniques sont de moins en moins Multicast et concernent de plus en plus des usages de VOD ou de télévision de rattrapage. Cette évolution, engendrant des contraintes moins fortes en terme d'infrastructures, ne va pas nécessairement dans le sens d'une volonté de jusqu'aboutisme sur le dégroupage.

**- Vers un « dégroupage » optique**

Nous nous interrogeons sur la pertinence réelle de mettre en œuvre des mécanismes favorisant encore le dégroupage de la boucle locale cuivre, ou l'enrichissement des possibilités offertes par l'offre Bitstream. Une telle démarche accroîtrait ainsi encore la résistance de cette technologie dans un contexte d'affirmation du FTTH comme la technologie d'avenir.

Ainsi, nous pensons qu'il serait pertinent de plus se concentrer vers l'émergence d'une régulation sur la boucle locale optique, qui, nous l'espérons, sera aussi performante et apportera les mêmes succès que celle appliquée en son temps pour les technologies DSL. C'est pourquoi nous souhaitons bien mettre en évidence ici la pertinence de :

- mettre en œuvre des offres activées (type bitstream) FTTH qui permettront à des acteurs de toutes tailles et de toutes natures d'investir le marché de la commercialisation FTTH. Cela est valable notamment pour favoriser l'émergence de nouveaux FAI, mais aussi d'anticiper l'apparition de nouveaux usages (domotique, Smart Grid, télémédecine, ...) véhiculés sur un média commun et mutualisé : la fibre optique ;
- rendre éligible l'offre LFO pour la collecte de NRO tiers (dont l'OI n'est pas l'opérateur historique), ce qui nous semble aujourd'hui discriminant. En effet, si LFO a eu un effet très positif sur le dégroupage, ne pas l'étendre désormais à tous les projets FTTH serait un principe d'éviction technologique. Son usage massif permettra effectivement d'utiliser à bon escient les investissements d'hier pour les déploiements de demain sans avoir à reconstruire des tronçons structurants essentiels. Les économies ainsi réalisées faciliteront le déclenchement des projets et justifieront d'une utilisation optimale de l'argent public.